

Séance ordinaire du mardi 30 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

Délégation de Service Public Fourrière Automobile - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2020 - Examen

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES (EGS) l'exploitation du service public de la Fourrière Automobile par convention de Délégation de Service Public pour une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

Par délibération en date du 3 avril 2018, l'avenant n° 1 a été passé pour autoriser la cession du contrat de Délégation de Service Public à la société dédiée ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES MONTPELLIER (EGS Montpellier).

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit avant le 1^{er} juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. En outre, ce rapport annuel du délégataire doit être examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Fourrière Automobile portant sur l'année 2020 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil municipal par délibération du 26 juillet 2021 ;

- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Monsieur Michel ASLANIAN, en date du 18 novembre 2021 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Madame Fanny DOMBRE COSTE en date du 15 novembre 2021.

I) Rappel des principales modalités du contrat :

Le contrat de délégation a pour objet l'exploitation du service public d'enlèvement, sur le territoire de la Ville de Montpellier, aux fins de mise en fourrière, de gardiennage et de restitution des véhicules, conformément aux prescriptions du Code de la route.

Le délégataire agit à la demande de la Ville de Montpellier après prescription d'un officier de police judiciaire ou d'un agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou occupant ces fonctions.

Le délégataire perçoit directement auprès des propriétaires ou conducteurs qui retireront leurs véhicules, le paiement des frais occasionnés par la mise en fourrière dans le respect des tarifs fixés par arrêté interministériel. En cas de revalorisation, ces tarifs sont validés par le Conseil municipal.

Dans le cadre de cette délégation, en complément d'activité, la Ville de Montpellier a souhaité la mise en place d'une prestation d'enlèvement des véhicules hors d'usage (VHU) auprès des particuliers.

La délégation s'étend du 01 janvier 2018 au 31 décembre 2024, soit une durée d'exploitation de 7 ans. L'année 2020 porte donc sur la 3^{ème} année de délégation.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité

1/ Enlèvements de véhicules :

En 2020, l'activité se compose de 6 689 interventions :

- 6 233 véhicules entrés en fourrière sur réquisition des autorités de police ;
 - ✓ 1 551 véhicules pour la police nationale (25 %) ;
 - ✓ 4 682 véhicules pour la police municipale (75%) ;
- 437 véhicules restitués sur le lieu de l'intervention ;
- 19 véhicules ont fait l'objet d'un déplacement technique.

Il est à noter que 111 interventions ont été annulées avant l'arrivée du camion du délégataire sur le lieu prévu de l'enlèvement.

Le taux d'efficacité d'EGS Montpellier (nombre de réquisitions valables/nombre de réquisitions totales) s'élève à 98,34 %.

2/ Sorties de véhicules :

En 2020, les sorties de véhicules se répartissent ainsi, compte tenu également du stock existant sur l'exercice précédent :

- 4 351 enlèvements de véhicules facturés à leur propriétaire ;
- 2 264 véhicules mis en destruction ;
- 29 véhicules vendus par les Domaines.

Conformément à l'article 50 du contrat, il est prévu une prise en compte des annulations de procédure émanant des autorités de police compétentes. Pour l'année 2020, 41 procédures ont été concernées.

3/ Service d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage :

Afin d'améliorer la gestion en amont des véhicules épaves ou en voie d'épavisation sur le territoire de la

commune, il est mis en place un service d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage (VHU). Le délégataire prend en charge gratuitement l'enlèvement, la destruction physique et administrative, sur demande des propriétaires des véhicules.

Ce service concerne 93 véhicules pour l'année 2020.

B/ Principaux moyens mis en œuvre :

1 / Les terrains et locaux :

Deux terrains et des locaux sont mis à disposition par la Ville au délégataire :

- Un site principal sis 1945 avenue de Toulouse, d'une superficie totale de 6970 m² qui se compose de :
 - ✓ 5 540 m² de parking et surface ouverte de stockage, dont un parking accueil usagers ;
 - ✓ 1 200 m² de hangar ouvert à usage de stockage ;
 - ✓ 97 m² de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour le délégataire ;Ce site comprend également des bureaux contigus à ceux du délégataire réservé à l'unité fourrière de la Police Municipale. Cet agencement facilite la gestion de l'activité fourrière du fait de la complémentarité des deux activités administratives et opérationnelles ;
- Un terrain de stockage sis 280 chemin de Poutigon est réservé principalement aux véhicules de type « judiciaires » et « volés ». Ce site de stockage annexe a fait l'objet d'un agrément par arrêté préfectoral du 22 février 2018.

La Fourrière automobile est desservie par les transports en commun, bus et ligne de tramway « arrêt Sabines ».

Les heures d'ouverture au public sont les suivantes :

- Du lundi au vendredi de 7h00 à 20h00 ;
- Le samedi de 09h30 à 16h00.

Ces horaires d'ouverture ont été adaptés pendant les deux périodes de confinement.

2 / L'effectif :

Au 31 décembre 2020, les effectifs s'élevaient à 9 salariés : 1 responsable d'exploitation (cadre), 1 chef de parc (adjoint du responsable d'exploitation), 1 personnel d'accueil et 6 chauffeurs.

3/ Véhicules d'enlèvement :

Le parc de véhicules est constitué de 9 véhicules de remorquage : un camion plateau, sept véhicules équipés d'un panier de remorquage et enfin un fourgon 9m³ pour l'enlèvement des deux roues. En complément, le délégataire dispose d'un véhicule élévateur afin d'assurer la gestion du site. L'ensemble des camions est soumis aux contrôles obligatoires.

Les moyens humains et matériels permettent au délégataire d'enlever et de traiter de 8 000 à 12 000 véhicules par an.

C/ La qualité du service public

Le site de la fourrière offre les conditions d'un service public de qualité qui a permis à la Ville d'élargir le périmètre Qualiville à l'accueil fourrière de la police municipale depuis 2013. La certification Qualiville (AFNOR) pour le guichet police municipale a été reconduite.

D) La grille tarifaire :

A la suite de la publication au journal officiel, d'un arrêté interministériel du 3 août 2020, les tarifs des voitures particulières ont fait l'objet de modifications par délibération du Conseil municipal du 5 octobre 2020. Les tarifs au 31 décembre 2020 sont les suivants :

Catégories de Véhicules	Opérations préalables	Enlèvements	Garde journalière
Véhicules Poids Lourds 3,5 t ≤ PTAC ≤ 44 t	22,90 €	122,00 €	9,20 €
Voitures particulières	15,20 €	121,27 €	6,42 €
Autres véhicules immatriculés Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadracycles à moteur non soumis à réception	7,60 €	45,70 €	3,00 €

Au-delà de trois jours de présence sur le parc, les véhicules doivent faire l'objet d'une expertise. Ces frais s'ajoutent alors aux frais de fourrière dus par le propriétaire du véhicule.

Le coût des frais d'expertise est de 18,80 €, majoré des frais de dossier de 24 €, soit au total 42,80 €.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Pour l'année 2020, le rapport annuel du délégataire présente un résultat net déficitaire de -84 K € alors que le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait un résultat déficitaire de - 38 K € soit un écart de -46 K €.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 1 014 K € soit -19 % par rapport au prévisionnel contractuel et -22 % par rapport à l'exercice 2019. Les produits d'exploitation se composent d'enlèvements pour 35 % (353 K €), des ventes de ferraille pour 17 % (173 K €), de gardiennage pour 17 % (173 K €), des judiciaires pour 15 % (154 K €), de facturations de terrain privé pour 9% (91 K €) et de produits divers pour 7 % (70 K €).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 1 081 K € soit - 434 K € (-29 %) par rapport à l'exercice 2019. Elles se composent notamment des charges de personnel pour 47 % (505 K €), de la redevance versée à la Ville de Montpellier pour 9 % (100 K €), des frais et charges de gestion pour 16% (174 K €), des amortissements pour 15 % (159 K €), de surveillance pour 1 % (12 K €) et des frais de structure pour 5 % (51 K €).

La crise sanitaire a impacté l'activité du délégataire. Ainsi le volume d'activité ne permet pas de couvrir les charges d'exploitation de la délégation malgré l'avenant structurel passé fin 2020. Ceci explique notamment le déficit de l'année 2020.

La redevance d'exploitation perçue par la Ville de Montpellier s'élève à 100 K €.

Elle se compose d'une part fixe de 100 K € et d'une part variable s'élevant à 0 K € pour l'année 2020.

Le calcul de la redevance d'exploitation partie variable a été modifié, par avenant 3 du contrat DSP, à partir de l'exercice 2020 afin de l'adapter au niveau d'activité. La part variable est égale à 30 % des produits d'exploitation réalisés par le délégataire sur les opérations effectuées dans le cadre du présent contrat à partir de 1 230 001 €/an de produits d'exploitation si et seulement si le seuil des 8 500 réquisitions est dépassé.

Ce double seuil de déclenchement n'étant pas atteint, aucune part variable de la redevance d'exploitation n'est due par le délégataire pour l'exercice 2020.

Malgré les capitaux propres négatifs de la société dédiée, consécutifs aux trois déficits cumulés réalisés, la structure reste portée par un groupe national important présentant des capitaux propres conséquents et une solidité financière avérée.

Par avenant 3 du contrat DSP, la politique d'entretien et de renouvellement a été diminuée de 70 K €, pour être portée à 210 K € sur la durée du contrat avec une clause d'engagement financier de reversement à la Ville de Montpellier en cas de non utilisation.

Le délégataire a actuellement utilisé 57 K € durant les 3 premiers exercices.

Conformément au contrat, le délégataire a dépensé 853 K € en investissement dont 649 K € en matériel de transport et 114 K € en agencements (racks de stockage et installation second terrain), constituant des biens de retour pour la Ville de Montpellier en fin de délégation.

IV) Conclusion et perspectives

Ce résultat déficitaire qui s'ajoute à celui des deux premiers exercices 2018 et 2019 reste sans impact pour le délégant qui voit sa rémunération assurée.

Durant l'exercice 2020, le délégataire a sollicité la collectivité afin d'enclencher une procédure de conciliation en application de l'article 74 du contrat DSP.

Les comptes de la DSP ont été analysés afin d'identifier les causes du fort déséquilibre constaté. L'économie du contrat est notamment marquée par une chute du cours de la ferraille (événement constitutif d'un cas de force majeure) et par une baisse des interventions. Il était noté un parc contraint avec un stock important de véhicules déclarés volés ou faisant l'objet de réquisitions judiciaires.

Afin d'assurer la continuité du service public, un avenant au contrat était nécessaire conformément à l'article L3135-1 du Code de la commande publique.

Par délibération du 14 décembre 2020, un avenant n°3 du contrat DSP a notamment permis :

- L'extension du site principal afin de fluidifier l'activité et stocker les véhicules motifs « volés » ou « judiciaires », avec la mise à disposition d'un terrain contiguë sis 30 chemin de Poutingon, d'une superficie totale de 1 834 m² ;
- La modification du calcul de la redevance d'exploitation partie variable à partir de l'exercice 2020 ;
- La diminution de 70 000 € de l'obligation Gros Entretien Renouvellement ;
- La diminution du nombre de véhicules de remorquage, biens de retour.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif à l'exercice 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 8 décembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 décembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport d'activité 2020 Fourrière Automobile.pdf
- Annexe 1 SYNTHESE ACTIVITE 2020 logol.pdf
- Annexe 2 SERVICE VHU - ETAT DESTRUCTIONS 2020.pdf
- Annexe 3 ETAT DES VEHICULES DETRUIITS pour 2020.pdf
- Annexe 4 Tarifs 2020.pdf
- Annexe 5 Listing 2020 Remboursements Suite Ordre OMP Article 50.pdf
- Annexe 5 Listing 2020 Annulations Procédures Article 50.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20211130-174320-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/12/21
Réception en Préfecture : 08/12/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.